

Le fait de ne pas communiquer les éléments concourant à la détermination des rémunérations dans l'entreprise, en méconnaissance des dispositions de l'article **R. 3221-1**, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

R. 3222-3

Décret n°2016-1417 du 20 octobre 2016 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas communiquer, dans les conditions prévues par l'article **R. 3221-2**, les articles relatifs à l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe.

## Titre III : Détermination du salaire

### Chapitre Ier : Salaire minimum interprofessionnel de croissance

#### Section 1 : Dispositions générales

R. \*3231-1

Décret n°2018-1262 du 26 décembre 2018 - art. 1 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les décrets prévus aux articles **L. 3231-4**, **L. 3231-7**, **L. 3231-8**, **L. 3231-10** et **L. 3231-12** sont pris en conseil des ministres.

Les décrets prévus aux articles **L. 3231-4**, **L. 3231-8** et **L. 3231-10** sont pris après avis de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle.

R. \*3231-2

Décret n°2013-123 du 7 février 2013 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'indice des prix à la consommation retenu pour l'application des articles **L. 3231-4** et **L. 3231-12** est l'indice mensuel des prix à la consommation hors tabac des ménages du premier quintile de la distribution des niveaux de vie.

R. \*3231-2-1

Décret n°2013-123 du 7 février 2013 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application de l'article **L. 3231-8**, est pris en compte le rapport de l'indice de référence mesurant l'évolution du salaire horaire de base des ouvriers et employés à l'indice des prix mentionné à l'article R. \*3231-2.

D. 3231-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le salaire minimum de croissance applicable aux jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans comporte un abattement fixé à :

1° 20 % Avant dix-sept ans ;

2° 10 % Entre dix-sept et dix-huit ans.

Cet abattement est supprimé pour les jeunes travailleurs justifiant de six mois de pratique professionnelle dans la branche d'activité dont ils relèvent.

[service-public.fr](http://service-public.fr)